

L'hon. M. TURGEON: M. le Président, me serait-il permis de poser une question?

Le PRÉSIDENT: Certainement.

L'hon. M. TURGEON: Lorsque vous plaidez en faveur d'une plus grande liberté de commerce, M. Cruickshank, s'agit-il d'initiatives qui pourraient nuire aux intérêts particuliers d'entreprises locales?

M. CRUICKSHANK: A laquelle des recommandations vous référez-vous, sénateur Turgeon?

L'hon. M. TURGEON: La recommandation à l'égard d'une plus grande liberté de commerce et d'importations plus considérables. Prévoyez-vous quelque garantie contre les dommages causés à une industrie qui fait affaires dans des conditions difficiles?

M. CRUICKSHANK: Je ne crois pas que la question ait jamais été soulevée. Peut-être M. Nelles pourrait-il répondre mieux que moi?

M. NELLES: Si je ne me trompe, monsieur le Président cette question a été étudiée, mais la recommandation a été formulée en termes généraux. Selon moi, chaque pays en concluant pour lui-même un tel accord, se préoccupera sans doute de protéger certains intérêts. La Chambre de commerce espère qu'aucun intérêt particulier ne fera échouer les dispositions générales qui affranchiront le commerce mondial.

L'hon. M. PATERSON: Monsieur le Président, tout ce débat ne fait en somme qu'effleurer la question. C'est dans le niveau de vie des divers pays que réside tout le problème. Permettez que j'illustre par un exemple. A Vancouver, je puis acheter des mouches pour pêcher la truite fabriquées au Japon, à vingt-quatre pour un dollar. Les navires marchands passant par le Canal de Panama sont pour la plupart norvégiens ou grecs. Pourquoi? Parce que le niveau de vie est si bas dans ces pays, que ceux-ci peuvent se permettre de poursuivre ce genre de commerce. Ne craignons-nous pas tous la concurrence? Cela ne créerait-il pas du chômage, si nous permettons aux Japonais, qui travaillent pour cinquante cents par jour, de faire concurrence aux ouvriers de nos propres industries?

C'est dans notre niveau de vie que réside le nœud du problème; les États-Unis font tout ce qu'ils peuvent pour hausser le niveau de vie des pays d'autres continents, mais on n'y parviendra pas en un jour.

L'hon. M. CRERAR: C'est là une question très compliquée, monsieur le Président. Il me semble que les bas prix aideront à hausser le niveau de vie plutôt qu'à le réduire. Si je puis me procurer un habit provenant, mettons, du Japon, et que je le paye 20 p. 100 meilleur marché que celui que j'achète au Canada, il me semble que cela aide à hausser mon niveau de vie. Il est vrai que ceci priverait quelques ouvriers de leur travail, mais c'est par ces sortes de mesures factices que bien souvent, nous aiguillons la main-d'œuvre par de mauvaises voies et vers les mauvais endroits. Si la proposition admirablement exposée dans le présent mémoire doit avoir quelque effet, l'accroissement du commerce mondial,—et l'expansion du commerce en général,—causera un bien-être général. Je ne connais pas cette affaire dont il a été question, au sujet du Japon, mais je sais que nous vendons de l'orge au Japon, que nous lui vendons du blé, du bois et sans doute aussi du papier à journal et beaucoup d'autres choses. Dites-moi, comment pourrions-nous agir de la sorte si nous refusons d'accepter ses produits?

L'hon. M. PETERSON: Vous ne voudriez pas que votre tailleur reçoive des secours directs, n'est-ce pas?

L'hon. M. CRERAR: Non. Théoriquement, si nous agissons avec esprit de suite, nous érigerons des murailles tarifaires chaque fois que l'industrie est menacée de se trouver en mauvaise posture.